

4 juin 2000, Ontario

Allocution à l'occasion de la 30 assemblée générale de l'Organisation des États américains

Monsieur le Secrétaire général,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de souhaiter la bienvenue aux membres de la gran familia des Amériques à Windsor – et au Canada – à l'occasion de cette XXXe Assemblée générale de l'Organisation des États américains. C'est avec beaucoup de joie et de fierté que les citoyens de Windsor vous accueillent. Ils espèrent avoir l'occasion de vous faire découvrir les beautés de leur ville. Et ils n'ont ménagé aucun effort pour vous préparer un séjour agréable. Au nom de tous les Canadiens et Canadiennes, je les remercie d'être de si bons ambassadeurs pour notre pays.

J'aimerais également rendre hommage à deux des plus illustres serviteurs du Canada. Notre vice-premier ministre, l'honorable Herb Gray. L'affection qu'il porte à cette ville et son engagement envers ses citoyens sont inébranlables. Et le président de votre assemblée, l'honorable Lloyd Axworthy, qui sert dignement son pays lui aussi depuis de nombreuses années. Nous voici donc réunis pour la première Assemblée générale du XXIe siècle. Nous sommes à un carrefour historique. À l'orée d'une période qui annonce des changements et des possibilités extraordinaires.

Ces dernières années, nous avons assisté à une véritable explosion technologique qui a aboli les contraintes de temps et d'espace. Balayant du même coup les structures économiques et les idées reçues et donnant naissance à une nouvelle économie. Une économie où le savoir, l'innovation et la créativité sont les meilleurs gages de prospérité. Pendant que s'effondraient les idéologies dépassées surgissait une économie véritablement mondiale dans un village planétaire.

Le défi qui se pose aux pays des Amériques et d'ailleurs est de saisir les occasions que suscitent ces transformations et de leur donner un visage humain. De mettre en commun nos expériences afin que cette explosion de la quantité des outils technologiques et de l'information serve avant tout à améliorer la qualité de vie des gens. C'est un défi de taille. Pour le relever avec succès, il nous faudra nous mobiliser autour d'un objectif commun. Nous appuyer sur un ensemble de valeurs partagées. Avec la conviction que chacun de nos pays y gagne quand les autres réussissent et prospèrent. C'est ce que je veux dire quand je parle d'une gran familia pour décrire la façon dont je vois les Amériques.

Quand je réfléchis aux 10 années depuis que le Canada a adhéré à l'Organisation des États américains, j'ai confiance que les voisins d'hémisphère que nous sommes sont en train de former une seule grande famille. Au cours des dix dernières années, nous avons été témoins d'une consolidation de la démocratie et de l'évolution de l'économie de marché. Ensemble, nous avons souscrit à des valeurs et à des objectifs communs : le renforcement des institutions démocratiques, la protection des droits de la personne, la sécurité humaine, et,

surtout, la distribution équitable des chances pour que nos populations puissent réaliser leur plein potentiel.

L'OEA a grandement contribué à stimuler l'émergence de valeurs communes à l'échelle des Amériques. Elle a joué un rôle important dans la promotion des institutions démocratiques, des droits de la personne et de la coopération technique. Elle a veillé en outre à ce que l'ordre du jour de l'hémisphère reste centré sur les personnes. Je sais que ce thème reviendra souvent dans vos discussions au cours des deux prochains jours.

J'arrive d'une importante conférence à Berlin sur « Une gouvernance de progrès pour le XXI^e siècle ». Notre hémisphère y était bien représenté – par les présidents Clinton, De la Rúa, Lagos et Cardoso en plus de moi-même, ce qui illustre la considération dont jouit la gran familia dans le monde. En tant qu'amis et partenaires, nous avons témoigné de notre volonté commune de concentrer nos efforts sur la satisfaction des besoins de nos populations. Le même engagement inébranlable sera au cœur de nos délibérations le printemps prochain à Québec, quand je vous accueillerai au premier Sommet des Amériques du nouveau siècle.

Les sommets précédents, à Miami et Santiago, ont établi des normes élevées ainsi qu'un ordre du jour ambitieux. Nous avons beaucoup de travail devant nous. Les discussions que tiendront ici nos ministres des Affaires étrangères serviront à définir nos priorités d'action. Grâce à votre engagement et à vos conseils, je sais que le Sommet canadien posera un autre jalon historique de l'accroissement de la liberté, de la sécurité et de la prospérité dans les Amériques.

Aux yeux du Canada, le partage de la prospérité et le mieux-être des citoyens sont au cœur de l'idée d'une gran familia. La pauvreté a toujours été un grand ennemi de la liberté. Les ventres affamés et le désespoir sont un terrain fertile pour les forces réactionnaires. La croissance économique, de bons emplois et la promesse de nouvelles opportunités sont les piliers d'une société sûre. Et d'un hémisphère sûr. Voilà pourquoi Canada s'est fait le champion de la Zone de libre-échange des Amériques. Collectivement, nous avons fait preuve d'audace en engageant ces négociations à Santiago. Nous avons manifesté ainsi notre foi dans le dynamisme, le talent et l'énergie de nos peuples. Nous avons montré que nous avons confiance en nous.

Le flux des échanges commerciaux et des investissements est la locomotive de la croissance économique et de la prospérité. Et le Canada en est la preuve vivante. Nous avons toujours été une nation commerçante. Notre développement a été rapide, car nous avons ouvert nos frontières aux marchandises et aux investissements du monde entier. Et nous avons atteint l'un des meilleurs niveaux de vie au monde. Sur la base de cette prospérité, nous avons fait des investissements sociaux judicieux qui ont favorisé l'égalité des chances et amélioré la qualité de vie de nos citoyens. La libéralisation du commerce nous a bien servis, et nous voulons que tous puissent en profiter.

Comme Canadien, comme chef d'un pays dont plus de 40 % du produit intérieur brut provient du commerce international, je sais à quel point il est vital d'ouvrir les marchés. Et je sais fort bien qu'il faut pour cela que les régimes commerciaux et les règles en matière d'investissement soient justes et transparents. C'est ce qui explique pourquoi l'ALENA ne

visent pas seulement à réduire les barrières tarifaires. Il prévoit aussi des mécanismes de règlement des différends, l'octroi d'un traitement national, des codes d'approvisionnement, la transparence et l'impartialité. Bref, il encadre d'un ensemble de règles les activités des négociants et des investisseurs. Afin que nous puissions stimuler la croissance, créer de l'emploi et améliorer la qualité de vie de nos citoyens.

C'est aussi pour cette raison que nous avons conclu un accord de libre-échange avec le Chili. Et c'est pourquoi nous sommes convaincus de la nécessité d'établir une ZLEA dont les retombées pourront profiter à tous les pays de l'hémisphère, du plus petit au plus grand. J'espère bien que d'ici 2005, nous aurons une entente à ce sujet. Aux yeux du Canada, la notion d'une gran familia englobe beaucoup plus que les échanges et le commerce. Il s'agit aussi d'encourager la participation pleine et entière de tous nos citoyens et citoyennes à la vie économique et politique de nos sociétés. Je ne veux pas dire que seul l'idéalisme doit nous guider. Notre motivation et nos objectifs doivent être pratiques. Ils doivent avoir des retombées concrètes pour nos populations.

Mesdames et messieurs, l'Organisation des États américains sait qu'elle doit s'ouvrir davantage. Elle sait qu'en fournissant un forum pour les débats raisonnés, on favorise la compréhension, un dialogue constructif et une meilleure collaboration avec la société civile. C'est pourquoi je suis heureux de voir qu'à cette assemblée générale, les organisations de la société civile sont plus nombreuses que jamais à pouvoir s'exprimer. Nous devrions nous inspirer de cette façon de faire pour l'avenir. Et nous devrions élargir ce dialogue au-delà du cadre institutionnel. Parce que si nous voulons que la démocratie prenne vraiment racine dans la société, il faut que tous les citoyens puissent se faire entendre. Par nos actions, nous devons donner une voix aux groupes qui, trop souvent, n'en ont pas.

C'est en faisant participer tous nos citoyens, et en veillant à ce qu'ils puissent se faire entendre, que nous arriverons à développer la confiance nécessaire pour atteindre nos objectifs. C'est en tenant nos débats au grand jour que nous pourrons convaincre les sceptiques et mobiliser nos pays dans notre marche vers le progrès.

Mesdames et messieurs, notre gran familia telle que la conçoit le Canada doit aussi avoir pour objectif de connecter les gens entre eux à travers l'univers numérique. Parce que les bienfaits de la connectivité vont bien au-delà du commerce électronique. Ils s'étendent à l'éducation, à la santé et, en fait, à toutes les sphères de l'activité humaine. La connectivité peut contribuer directement au mieux-être de nos citoyens. Et nous devons donc orienter nos politiques en ce sens.

Les gouvernements ont un rôle de premier plan à jouer dans le développement et l'échange des nouvelles technologies. Et pour faire en sorte que tous les citoyens puissent profiter des avantages qu'elles procurent, c'est-à-dire leur capacité d'éliminer les distances, de placer l'ensemble des connaissances à portée de la main, et d'accroître la productivité économique. Je pense que les gouvernements des Amériques doivent travailler avec le secteur privé, la société civile, les institutions financières internationales et les organisations régionales et internationales dans ce domaine.

Et en tant que dirigeants, nous avons une responsabilité particulière : celle d'éviter que des populations entières soient laissées derrière par la révolution technologique. Nous devons

faire en sorte que les nouvelles technologies servent à tisser de nouveaux liens plutôt qu'à creuser les écarts existants.

Et j'ai confiance qu'en travaillant ensemble, avec patience et persévérance, nous pourrons mieux connecter nos pays et nos citoyens entre eux. Voilà, en fin de compte, notre objectif commun. Inspirer chez nos citoyens, dans le respect de nos différences, un véritable sentiment d'appartenance à une gran familia qui s'étend de la terre de Baffin à la Terre de feu. Et créer une communauté des Amériques formée de gens capables d'exprimer leur identité tout en se parlant bien simplement, comme voisins, comme amis, et comme membres d'une même famille.

Voilà un défi qui sera certainement au centre de nos discussions en avril prochain.

Hasta pronto en Québec.